

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>61</b>	<b>19</b>

N° de la séance : 26

Objet de la délibération : Assainissement - Participation au dispositif de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade - Mise à disposition de services avec la Commune d'Antibes - Convention

<p> Original</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Expédition certifiée conforme à l'original</li></ul> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : CC.2021.097

<p>Date de la convocation : <b>Le 29/06/2021</b></p> <p><b>Certifié exécutoire compte tenu</b></p> <p>de l'affichage en date du <b>09 JUL. 2021</b></p> <p>de la réception s/Préfecture en date du <b>09 JUL. 2021</b></p> <p>Pour le Président, La Responsable de Service</p> <p></p> <p>Corinne SAINTE</p>
---

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 05 juillet 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur CESARO,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-4-1, III et D. 5211-16 ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.033 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative à la prise de compétence « Assainissement des eaux usées » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**Vu**, la délibération de la Commune d'Antibes Juan-les-pins en date du 17 mai 2019 autorisant le transfert de la compétence « Assainissement des eaux usées » à la C.A.S.A. ;

**Vu** l'avis du comité technique de la C.A.S.A. du 7 juin 2021 sur le projet de convention de mise à disposition de services joint en annexe ;

**Vu** l'avis du comité technique de la commune d'Antibes du 29 juin 2021 sur le projet de convention de mise à disposition de services joint en annexe ;

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la C.A.S.A. exerce la compétence « Assainissement des eaux usées », intégrée aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération par la loi n°2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite Loi « NOTRe », compétence qu'elle s'est vue transférer de plein droit par ses communes membres. Dans ce cadre, et en application des articles L.5211-4-1 et suivants du C.G.C.T., le service d'assainissement collectif de la Commune d'Antibes, ainsi que les agents qui le composent, ont été transférés à la C.A.S.A.

La qualité des eaux de baignade est étroitement liée à la bonne gestion du système d'assainissement des communes qui occupe la bande littorale. Cette gestion concerne notamment la maîtrise quantitative des délestages en mer opérés par temps de pluie, ainsi que le contrôle de la conformité des rejets des particuliers dans le réseau d'eaux usées et des installations d'assainissement individuelles.

En effet, dans les conditions fixées aux articles R. 2224-12 à R. 2224-17 du C.G.C.T., les eaux entrant dans un système de collecte des eaux usées doivent être soumises à un traitement avant d'être rejetées dans le milieu naturel, sauf dans le cas de situations inhabituelles, notamment celles dues à de fortes pluies.

Conformément à l'article R.2224-15 C.G.C.T., les communes doivent mettre en place une surveillance, d'une part, des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, et d'autre part, du milieu récepteur du rejet. Les résultats de cette surveillance sont communiqués à l'Agence de l'eau et au Préfet.

La Commune d'Antibes est engagée depuis de très nombreuses années dans une politique de prévention et de protection des milieux dont la qualité des eaux de baignade est une composante principale. Pour cela, un dispositif de surveillance et de gestion de la qualité des eaux de baignade a été mis en place, dispositif faisant l'objet d'une démarche de certification depuis 2009.

Il convient ainsi d'établir une convention afin de définir et d'organiser la participation de la C.A.S.A. pour assurer la pérennité des actions et contrôles intimement liés à la compétence assainissement dans ce domaine.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de mise à disposition de services entre la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes pour la participation au dispositif de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement à signer ladite convention ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention de mise à disposition de services entre la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes pour la participation au dispositif de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement à signer ladite convention ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 05 juillet 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**

**Convention de mise à disposition de services entre la C.A.S.A et la Commune d'Antibes pour la participation au dispositif de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade**

Entre les soussignées,

**D'une part,**

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A.**, ayant son siège social à la mairie d'ANTIBES, Cours Masséna – 06600 ANTIBES, représentée par son Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement, Joseph CESARO agissant au nom et pour le compte de ladite agglomération, et autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2021 ;

**Dénommée ci-après « La C.A.S.A »**,

**Et**

**D'autre part,**

**La Commune d'Antibes Juan-les-Pins**, représentée par son Maire en exercice Jean LEONETTI, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 08 juillet 2021,  
Domicilié ès-qualités Hôtel de Commune, Cours Masséna  
06600 ANTIBES

**Dénommée ci-après « La Commune »**,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-4-1, III, D.5211-16 et R 2224-15 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.33 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative à la prise de compétence « Assainissement des eaux usées » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**VU**, la délibération de la Commune d'Antibes Juan-les-pins en date du 17 mai 2019 autorisant le transfert de la compétence « Assainissement des eaux usées » à la C.A.S.A ;

**VU** l'avis du comité technique de la C.A.S.A. du 7 juin 2021 sur le présent projet de convention de mise à disposition de services,

**VU** l'avis du comité technique de la Commune d'Antibes du 29 juin 2021 sur le présent projet de convention de mise à disposition de services,

## **Exposé préalable**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la C.A.S.A. exerce la compétence « Assainissement des eaux usées », intégrée aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération par la loi n°2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la république, dite Loi NOTRe, compétence qu'elle s'est vue transférer de plein droit par ses communes membres. Dans ce cadre, et en application des articles L.5211-4-1 et suivants du C.G.C.T, le service d'assainissement collectif de la Commune d'Antibes, ainsi que les agents qui le composent, ont été transférés à la C.A.S.A.

La qualité des eaux de baignade est étroitement liée à la bonne gestion du système d'assainissement des communes de la bande littorale. Cette gestion concerne notamment la maîtrise quantitative des délestages en mer opérés par temps de pluie, ainsi que le contrôle de la conformité des rejets des particuliers dans le réseau d'eaux usées et des installations d'assainissement individuelles.

En effet, dans les conditions fixées aux articles R. 2224-12 à R. 2224-17 du C.G.C.T., les eaux entrant dans un système de collecte des eaux usées doivent être soumises à un traitement avant d'être rejetées dans le milieu naturel, sauf dans le cas de situations inhabituelles, notamment celles dues à de fortes pluies.

Conformément à l'article R2224-15, les communes doivent mettre en place une surveillance, d'une part, des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, et d'autre part, du milieu récepteur du rejet. Les résultats de cette surveillance sont communiqués à l'Agence de l'eau et au Préfet.

La Commune d'Antibes est engagée depuis de très nombreuses années dans une politique de prévention et de protection des milieux dont la qualité des eaux de baignade est une composante principale. Pour cela, un dispositif de surveillance et de gestion de la qualité des eaux de baignade a été mis en place, dispositif faisant l'objet d'une démarche de certification depuis 2009.

Cette démarche qualité repose principalement sur l'implication de la Direction Environnement de la Ville d'Antibes, de la Direction de l'Assainissement de la C.A.S.A. et de la Direction GEMAPI Eaux Pluviales de la C.A.S.A. Le transfert du service public d'assainissement collectif, ne doit pas remettre en question le fonctionnement de ce programme indispensable à la maîtrise du risque sanitaire, qui a un impact direct sur l'activité touristique et donc économique de la Commune.

Compte-tenu de sa technicité et de sa connaissance des réseaux, la C.A.S.A. au travers de sa Direction Assainissement, très impliquée dans la mise en place du programme de surveillance de la qualité des eaux de baignade développé par la Commune d'Antibes, souhaite contribuer à assurer la pérennité des actions et contrôles intimement liés à la compétence assainissement dans ce domaine.

## **Il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet**

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la C.A.S.A en date du 7 juin 2021 et celui de la Commune d'Antibes en date du 29 juin 2021, la C.A.S.A met à disposition de la Commune des agents de sa Direction de l'Assainissement, pour effectuer pour le compte de la Commune des missions en matière de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade de la Commune.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention de la C.A.S.A. en matière de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade de la Commune.

### **Article 2 – Mise à disposition de personnels**

#### ***Article 2.1 Périmètre de la mise à disposition***

Pour l'exercice des missions de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade décrites à l'article 3, la C.A.S.A met de plein droit à disposition de la Commune, pour la durée de la convention, des

agents de sa Direction de l'Assainissement - unités opérationnelles des services d'exploitation dont la liste et le temps de mise à disposition sont fixés en annexe n°1 à la présente convention.

### ***Article 2.2- Responsabilité fonctionnelle des agents***

Les agents de la C.A.S.A mis à la disposition sont placés pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Commune.

La Commune / Direction Environnement adresse directement au chef d'équipe des agents mis à disposition, les instructions nécessaires à l'organisation et l'exécution des tâches, qu'elle contrôle.

### ***Article 2.3- Responsabilité hiérarchique des agents***

Le Président de la C.A.S.A demeure toutefois l'autorité hiérarchique des agents mis à disposition, et continue de gérer leur situation administrative (position statutaire et déroulement de carrière).

Le président de la C.A.S.A, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce également le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la Commune.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de la C.A.S.A.

La C.A.S.A. fixe les modalités liées aux conditions de travail des agents mis à disposition, notamment relatives aux absences, congés annuels, congés pour indisponibilité physique et en informe la Commune qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite.

Elle délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés pour formation professionnelle ou pour formation syndicale après information de la Commune si ces décisions ont un impact substantiel sur celle-ci.

La C.A.S.A. verse aux agents mis à disposition la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement et le cas échéant supplément familial de traitement, indemnité de résidences, primes et indemnités diverses).

## **Article 3 – Missions et modalités d'intervention de la C.A.S.A.**

### ***Article 3.1 Participation à l'élaboration et au suivi de la démarche qualité des eaux de baignade***

Cette mission porte sur :

- La participation à l'élaboration des documents établis dans le cadre de la certification des eaux de baignade, aux audits de cette certification ;
- Le suivi de la campagne réglementaire d'analyses des eaux de baignade, participation aux réunions de démarrage et de clôture des campagnes annuelles de surveillance ;
- La recherche des causes de dégradation des eaux, établissement d'un plan de résorption des rejets polluants ... ;

Avant chaque saison balnéaire, un programme d'intervention et de contrôle sera établi par la Direction Assainissement de la C.A.S.A. et la Direction Environnement de la Commune d'Antibes.

Il sera établi notamment en fonction des résultats de la campagne de contrôle de la qualité des eaux de baignade et des contrôles et observations réalisés sur les réseaux d'eaux usées et le milieu marin.

Il fera l'objet d'échanges et de validations bilatérales.

## **Article 3.2 Mise en œuvre de moyens opérationnels pour prévenir la pollution des zones de baignade**

### **Article 3.2.1 - Entretien, contrôle et maintenance des équipements de reprise des eaux étiage**

La C.A.S.A assure l'entretien, le contrôle et la maintenance courante des équipements électriques et électromécaniques des 12 stations de pompage dites « d'étiage », mis en service uniquement pendant la saison estivale, pour récupérer les eaux de lessivage des rues dès les premières pluies ou les eaux parasites et les détourner vers la station d'épuration et de 38 points durs.

La campagne de surveillance estivale est basée sur la liste indicative des points de contrôle jointe en annexe n°2 qui comprend 38 points durs dont 13 équipés de vannes-clapets d'interception gravitaire des eaux pluviales et de 12 stations d'étiage.

La C.A.S.A. assure les contrôles de ces équipements du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre, à raison 7j/7 et de deux fois par jour en semaine et une fois le week-end.

Un dispositif spécifique est mis en œuvre les week-ends et jours fériés de très forte fréquentation, fixés lors des réunions préparatoires (trois (3) maximum dans la saison autour du 14 juillet et du 15 août).

Les stations d'étiage sont propriété de la Commune.

La C.A.S.A assurera, pour le compte de la Commune, la fourniture des équipements, leur renouvellement ou l'amélioration des installations existantes si cela s'avère nécessaire (clapets, canalisations, équipements électriques, électroniques et électromécaniques, etc.) dans les conditions de prise en charge fixées à l'article 4.2. Les équipements ainsi acquis par la C.A.S.A resteront alors propriété de la Commune.

### **Article 3.2.2 - Signalement des pollutions constatées et contribution à la recherche de leur origine**

En cas de constat ou de suspicion d'une pollution au droit d'un point de contrôle, les agents de la Direction Assainissement de la C.A.S.A., en informant le référent de la Commune. Ils mèneront conjointement les investigations nécessaires pour identifier l'origine de ces pollutions en vue de leur suppression.

## **Article 3.3 - Prestations complémentaires réalisées à la demande de la Commune d'Antibes**

En dehors des prestations de base ci-avant énumérées, la Commune peut faire appel à la C.A.S.A. pour des missions de contrôles et d'investigations complémentaires en dehors des jours et heures ouvrés, sur demande de la Commune / référent de la Direction de l'Environnement qui en assurera le suivi technique et administratif aux conditions fixées à l'article 4.

## **Article 4 – Obligations financières**

### **Article 4.1. Conditions de remboursement des frais de personnel**

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du C.G.C.T, la mise à disposition des services de la C.A.S.A. fait l'objet d'un remboursement par la Commune des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le remboursement des frais de fonctionnement de la Direction Assainissement de la C.A.S.A., s'effectue sur la base du coût unitaire de fonctionnement du service engagé.

Ce coût horaire est établi comme suit :

- 34,70 €/heure pour un agent de catégorie A,
- 23,10 €/heure pour un agent de catégorie B,
- 17,40€/heure pour un agent de catégorie C.

Ce montant forfaitaire sera valorisé par l'application au prix initial d'un coefficient C de révision des prix au premier janvier de chaque année civile, donné par la formule :

$$C = 0,125 + [0,875 \text{ SHO-EZ}(n) / \text{SHO-EZ}(o)]$$

*SHO-EZ(n) et SHO-EZ(o) sont les valeurs prises de l'indice salaire (SHO-EZ) respectivement au mois m0 (mois d'origine, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N du dernier indice connu) et au mois m (mois de révision, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1 du dernier indice connu).*

*L'indice salaire (SHO-EZ) : Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution. Cet indice de taux de salaire horaire des ouvriers selon l'activité économique a été établi en nomenclature NAF (nomenclature d'activité française) rév. 2. Ces indices de salaire horaire de base des ouvrier (SBHO) ne comprennent ni les primes (sauf, le cas échéant, la prime liée à la réduction du temps de travail), ni les heures supplémentaires. Il s'agit d'un salaire brut, avant déduction des cotisations sociales et avant versement des prestations sociales. Base 100 en 2017.*

Le paiement est effectué annuellement suite à l'émission d'un titre de recettes par la C.A.S.A. dans un délai de trente (30) jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

#### **Article 4.2. Conditions de remboursement des frais d'équipements**

La Commune remboursera les frais d'acquisition, réparation, maintenance des équipements à la C.A.S.A. après émission d'un titre de recette sur présentation de la facture correspondante.

#### **Article 5 – Responsabilités et Assurances**

La Commune déclare être assurée pour sa responsabilité civile, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle peut encourir du fait de la présente convention.

Les agents mis à la disposition de la Commune dans le cadre de cette convention, pour participer à la gestion et la surveillance de la qualité des eaux de baignade, sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Commune pour l'exercice des missions énumérées à la présente convention. Ils seront alors couverts par l'assurance responsabilité civile de la Commune, pour la réalisation desdites missions et pour toute la durée de la convention.

La C.A.S.A sera déchargée de toute responsabilité pour tous les dommages qui seraient consécutifs à l'exécution desdites missions, sans que cela puisse remettre en cause la responsabilité qui lui incombe au titre des transferts des compétences eaux pluviales, GEMAPI et assainissement.

Une attestation d'assurance responsabilité civile sera remise par la Commune à la C.A.S.A, sur simple demande.

#### **Article 6 – Date d'effet – Durée**

La présente convention prend effet pour une durée de cinq ans, une fois signée et les formalités des articles L.2131-1 et suivants et L.5211-3 du C.G.C.T accomplies.

#### **Article 7 – Exécution de la convention**

##### **Article 7.1. Suivi de la convention - Référents**

Les parties assureront un suivi régulier de l'exécution de la présente convention, notamment pour redéfinir les objectifs de surveillance et d'investigation des réseaux et, le cas échéant, actualiser en conséquence le plan d'intervention et prévenir tout litige.

Des référents seront désignés au sein de la C.A.S.A. et de la Commune / Direction de l'Environnement. Ils coordonneront l'établissement du plan d'intervention, le suivi de la campagne estivale de surveillance de la qualité des eaux de baignade et la coordination des mesures de recherche et résorption des causes de pollution et ceux durant toute l'année.

##### **Article 7.2. Avenants**

La convention pourra être modifiée à tout moment par avenant.

Les annexes n°1 et n°2 ayant valeur indicative et non contractuelle, elles pourront être modifiées, par

simple information donnée par la C.A.S.A par lettre recommandée avec accusé de réception et acceptée par la Commune dans les mêmes formes.

***Article 7.3 - Suivi contradictoire de l'exécution de la convention de mise à disposition***

Un suivi contradictoire de l'exécution de la mise à disposition des agents de la Direction Assainissement de la C.A.S.A. est assuré, par la C.A.S.A. et la Commune.

A cet effet, le représentant de la C.A.S.A. remet au représentant de la Commune un tableau retraçant le temps de travail consacré (à titre informatif) et la nature des missions accomplies, conformes à la description détaillée conventionnellement.

La reconnaissance du service fait permet à la C.A.S.A d'émettre un titre de recettes correspondant aux missions réalisées par ses agents.

**Article 8 – Résiliation**

La présente convention pourra prendre fin de manière anticipée à la demande de l'une des deux parties pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services à l'issue d'un délai de préavis de trois (3) mois. Le préavis et la décision seront notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 9 – Contentieux**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

La présente convention ayant un caractère administratif, les parties conviennent de s'en remettre en cas de litige à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

Fait en deux (2) exemplaires à Sophia Antipolis

**Le Vice-Président délégué à l'eau et à  
l'assainissement,**

**Le Maire d'Antibes Juan les Pins,**

**Joseph CESARO**

**Jean LEONETTI**

## Annexe n°1 Liste du personnel concerné par la mise à disposition

### Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Direction Assainissement:

Fonctions	Catégorie	Cadre d'emploi	Temps de travail à l'agent	% de temps affecté à la mise à disposition
Responsable de service	B	Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe	35h	Partielle
Responsable de Gestion	C	Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle
Responsable d'Unité	C	Agent de maîtrise principal	35h	Partielle
Responsable d'équipe	C	Agent de maîtrise	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial principal de 1 <sup>ère</sup> classe	35h	Partielle
Responsable d'équipe	C	Agent de maîtrise	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Agent de maîtrise principal	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle
Responsable de service	B	Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle

		classe		
Responsable d'Unité	B	Technicien	35h	Partielle
Responsable de gestion	C	Agent de maîtrise principal	35h	Partielle
Responsable d'Unité	C	Agent de maîtrise principal	35h	Partielle
Responsable d'équipe	C	Adjoint technique territorial principal de 1 <sup>ère</sup> classe	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle
Responsable d'équipe	C	Agent de maîtrise principal	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle
Responsable d'Unité	C	Agent de maîtrise principal	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Agent de maîtrise	35h	Partielle
Agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux d'eau potable et d'assainissement	C	Adjoint technique territorial	35h	Partielle

## Annexe n°2 - Liste indicative des points de contrôle

### Stations d'été :

Points surveillés	Type de contrôle	Fréquence des contrôles	Moyens humains
Beau-Rivage	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Garbero	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Val Claret	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Malespine	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Foch-Maizière	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Hollywood	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Ponton Courbet	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
St Honorat	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Les Iles	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Ste Marguerite	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Les Liserons	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes
Epi-2	Visuel	2 fois par jour 7j/7j matin/après-midi	2 personnes

### Points durs :

Points surveillés	Type de contrôle	Fréquence des contrôles	Moyens humains
Avenue de l'Ilette face immeuble le Cyranos N°7	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Clapet Giratoire Ponteil vérifié EU/EP	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Clapet station Ponteil EU/EP	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte

Clapet Hôtel Josse, Bd James Wyllie	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Clapet hauteur Acapulco, Bd James Wyllie	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Bd James Willie et Ch. des Lauriers « décante-regard »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Angle RN7/ Bd du Val-Claret	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Bd du Val-Claret Ets Mauro	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Passage Garbero, Ch. des Frères Garbero	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Rond-point Garbero/ Bd Beau-rivage	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Regard Bd Beau Rivage Prolongé	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Avenue du Pylône / Plaque Vallon	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Chemin des Combes angle St Claude	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Avenue du Parc Laval vérifier Vallon	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Ch. des Frères Garbero angle Boulangerie regard 2 clapets gris fixe	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Clapet Place Nationale	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Vallon des Eucalyptus, Chemin des Eucalyptus	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte

Boulevard Bijou plage et rue Dulys prolongé (clapet)	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Vallon des Oiseaux, Rte de la Badine	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Avenue Pierre Lotti	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Rond-point Saint Honorat	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard Baudouin « Maison de la presse »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Avenue Gallice « le Bureau »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Jardin Pinède	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Reprise EP/EU église angle Saramartel et Boulevard Gallice « assiette »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Reprise EP/EU Hôtel Belles Rives Bd Edouard Baudouin	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard Maréchal Juin et Chemin du Tamisier « clapet »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard Maréchal Juin face villa « La Calade » (clapet)	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard Maréchal Juin et Chemin Pas du Diable « clapet »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard Maréchal Juin face villa « Castel du Cap » (clapet)	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard Maréchal Juin et Chemin des Ondes « clapet »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte

Boulevard Maréchal Juin et Chemin des Ondes et « Ombres et Lumières » (assiette)	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard Maréchal Juin « Ombres et Lumières » (clapet)	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard Maréchal Juin et traverse des Nielles (clapet)	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Chemin de la Garoupe « Ecole du Cap »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Chemin de la Garoupe « Petite plage » (clapet)	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Chemin de la Garoupe « Petite Joseph » (clapet)	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte
Boulevard de la Garoupe « Résidence Bagatelle »	Visuel	2 fois par jour 5j/7j matin/après-midi + Week-end 1 fois par jour le matin	2 personnes et/ou astreinte

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 05/07/2021  
Numéro : CC\_2021\_097  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Participation au dispositif de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade - Mise à disposition de services avec la Commune d'Antibes - Convention  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : PSTAKNI

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/07/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC\_2021\_097-DE

**Acte reçu**

Date : 05/07/2021  
Numéro interne : CC\_2021\_097  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Participation au dispositif de gestion et de surveillance de la qualité des eaux de baignade - Mise à disposition de services avec la Commune d'Antibes - Convention  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_097-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20210705-CC\_2021\_097-DE-1-1\_2.PDF

N